

ÉCO RÉGION L'INTERVIEW

«C'est l'horlogerie qui a fait le Swiss made, pas le chocolat.»
ALAIN MARIETTA, PRÉSIDENT DE LA CNCI

PATRONS Alain Marietta demande que PS et PLR se mettent d'accord pour dépasser les blocages du Grand Conseil.

«Neuchâtel, un canton fabuleux qui se vend mal»

LUC-OLIVIER ERARD

Alain Marietta, 67 ans, n'aime pas qu'on l'appelle «patron». Alors «patron des patrons», n'essayez même pas. Peut-être un reste de l'admiration modérée qu'avait son père ouvrier à l'égard des «nantis». Administrateur délégué de Metalem, cet industriel multifonctions, président de la Chambre neuchâteloise du commerce et de l'industrie (CNCI), siège aussi à Economiesuisse et à la Fédération horlogère. Il a sa petite idée sur la marche du canton: «Il faut arrêter de vouloir taxer les riches et de montrer du doigt ceux qui ont réussi.»

«Parti de rien pour arriver à zéro», c'est-à-dire, pour lui, «ne rien devoir à personne», il a pu, la cinquantaine venue, se payer la belle bagnole dont il rêvait. Comme pour donner le change, il bosse avec le ministre socialiste de l'Economie: Metalem fut l'une des premières à signer le «New Deal» pour l'emploi de Jean-Nat Karakash, qui privilégie le recrutement de résidents neuchâtelois. Une politique mise en place avec un groupe de travail présidé par Pierre Feller, président de Metalem.

Alain Marietta regrette que la presse «fasse trop souvent écho à ceux qui vilipendent les patrons». «Parfois, il nous prend aussi l'envie de descendre en ville avec des pancartes. Mais ce que j'aimerais, moi, c'est que les gens aient davantage envie d'entreprendre et de réussir».

Comment Metalem affronte-t-elle la situation de l'horlogerie?

Nos machines sont bien utilisées, mais nous aurions largement les moyens d'en faire plus. Aujourd'hui, nous avons un peu plus de 200 collaborateurs. Nous avons perdu 15% de commandes en 2015-2016, et c'est aussi ce que nous avons budgété en 2017. Entre fin 2015 et début 2017, nous avons dû nous séparer de 20% de l'effectif.

La crise est-elle terminée?

Je ne parlerais pas de crise, disons que nous sommes «en délicatesse»... Depuis que je suis entré à Metalem en 1977, nous avons connu une crise tous les cinq ans... Pétrole, dollars, euro... La dernière fois, lors de la crise financière de 2008, les marchés se sont effondrés d'un coup, et c'est reparti tout aussi brutalement. Cette fois, c'est plus vicieux, cela fait trois ans que c'est incertain.

Parce que les causes des difficultés sont différentes...

Oui, c'est une crise de la vente: la manière de vendre change, les clients changent. Les horlogers n'ont peut-être pas fait tout juste. Mais l'horlogerie va repartir. Différemment, mais elle va repartir.

Les risques de délocalisation sont-ils écartés?

Non. Depuis le 9 février (2014), beaucoup d'industriels ont un plan B pour produire en Europe. De nombreuses PME ont gelé leurs investissements. Le fait que Celgene ou Philip Morris aient investi récemment dans le canton contribue au retour de la confiance. Mais il faudra qu'elle s'installe solidement pour que les affaires reprennent. En attendant, ceux qui arrivent au bout des mesures de chômage partiel risquent de devoir lâcher du monde.

Les métiers de l'horlogerie ont donc un avenir? Que conseiller aux jeunes qui s'y intéressent?

À la fin des années 1970, après la crise du quartz, on avait un peu foutu en l'air ce milieu: beaucoup d'horlogers étaient partis. Mais on a pris conscience que les microtechniques, ça pouvait marcher dans d'autres domaines.

Maintenant, il y a à nouveau pas mal d'entreprises qui prennent des apprentis. Et elles manquent d'ingénieurs. Nous n'en formons pas assez. Nous avons loupé le virage de la logistique. Une tâche qui est devenue très importante.

C'est pour ces raisons, entre autres, qu'on a amené des responsables de ressources humaines français, qui savaient dans quelles filières les trouver.

Que pensez-vous de l'action du gouvernement?

Nous avons été les premiers à signer pour le «New Deal», en se disant «enfin, ils vont dans le bon sens». Nous avons engagé 20 personnes grâce aux ORP, dont six sont restés.

Pourquoi Neuchâtel peine-t-il à s'extirper de sa situation?

Neuchâtel est un canton fabuleux, proche des grands centres et des aéroports, où il est très avantageux de vivre, par exemple avec des enfants en bas âge.

On devrait communiquer là dessus, plutôt que de regretter sans arrêt le trop grand nombre de millionnaires ou de ne parler que des impôts. Beaucoup de gens ne restent pas. Si l'augmentation de la population avait atteint la moyenne suisse, nous serions 210 000! (au lieu de 180 000).

N'est-ce pas dû à la situation périphérique du canton?

Bien sûr que cela fait partie du problème. Du fait que les centres de décisions ne se trouvent parfois pas ici, nous ne récoltons pas tous les bénéfices réalisés à la place de travail. Mais il y a aussi beaucoup de dépenses!

Que faudrait-il pour que la situation s'améliore?

Les membres du gouvernement ont prouvé qu'ils avaient des idées et des constats justes, mais les politiciens, c'est autre chose! Vous êtes-vous rendu à la Plage des Six-Pompes? Y avez-vous entendu parler du Haut et du Bas? Moi, jamais.

Pourtant, au Grand Conseil, ils se battent au sein même des groupes, entre gens du Haut et du Bas. Je suis convaincu que ces histoires n'intéressent pas grand monde. Ce sont tout au plus 100 personnes qui mettent de l'huile sur le feu.

On risque pourtant d'en reparler, avec les votations sur le Nouvel hôtel judiciaire (Nhoj) et la circonscription unique.

Moi, je voterai oui au Nhoj. C'est un investissement. Des entreprises du canton vont y travailler. Et les députés ont jugé qu'il était utile. On les a élus! Faisons-leur



Alain Marietta plaide pour que les deux grandes forces politiques du canton se mettent à table «pour négocier des réformes». DAVID MARCHON

confiance! La Chambre recommande par ailleurs le oui à la circonscription unique. Diminuer le nombre de députés doit permettre qu'ils ne défendent plus leur pré carré, mais représentent le canton.

Et si le gouvernement était une fois encore désavoué?

Il faut espérer un sursaut majeur. Les deux grandes forces politiques de ce canton que sont le Parti socialiste et le Parti libéral radical doivent se mettre à table et négocier des réformes. Certains éléphants sont partis et des jeunes les ont remplacés. Il faut qu'ils se mettent d'accord sur les quelques principes que chacun estimerait

intouchables, discutent tout le reste, et accouchent d'une vingtaine de décisions. Si quatre ou cinq font ensuite l'objet de votes et ne passent pas, il restera toujours une quinzaine de réformes qui peuvent faire évoluer la situation du canton favorablement. Vaud, Fribourg ou le Valais y sont parvenus. ●

«Le Swiss made, ça me rend fou!»

La législation visant à renforcer les règles permettant d'utiliser la mention «Swiss made» est entrée en vigueur au premier janvier 2017. Le nouveau critère établit à au moins 60% la valeur de la montre produite en Suisse pour avoir droit au label. Quels en sont les effets? Alain Marietta voit des signes positifs. Mais il n'y a pas de ruée sur les producteurs suisses de composants.

L'horlogerie mal protégée... contre elle-même?

Alain Marietta est inquiet. Au sein de l'industrie horlogère, en 2007, un consensus s'était dessiné pour mettre la barrière du Swiss made à au moins 80% pour l'horlogerie mécanique. «A la Fédération horlogère, ceux qui ne faisaient pas du vrai Swiss made avaient tiré la gueule, mais ça avait passé», se rappelle-t-il.

Mais Berne décida d'un projet de protection du Swiss made commun à tous les produits: c'est la législation «Swissness»: l'industrie des machines et d'autres secteurs plaident pour une barrière plus basse. Pour le boss de Metalem, le critère du Swiss made, tel qu'il a finalement été fixé à 60%, est trop bas pour l'horlogerie: «Il suffit de réaliser le montage final et quelques opéra-

tions en Suisse pour atteindre 60% de la valeur de la montre».

Le problème, c'est le phénomène de la «chaîne de valeur globale»: les échanges, dans l'industrie, sont devenus tellement rapides et simples, grâce aux progrès de la logistique, à l'efficacité des transports et à internet, que la complexité d'un objet, du point de vue de son lieu de production, peut être considérable.

Il est possible de réaliser des produits finis dont les composants proviennent de partout dans le monde, ou même qui ont été réalisés à moitié quelque part, et à moitié ailleurs. «Le consommateur qui recherche émotion et authenticité, est-ce qu'il peut s'y retrouver?» Pas sûr, estime le cadrannier: «Quand je vois comment fonctionne le Swiss made, ça me rend fou! Cela fait 400 ans qu'on fait des montres. C'est l'horlogerie qui a fait le Swiss made, pas le chocolat!»

Pour Alain Marietta, il s'agit de ne pas se tromper: «Si on fait juste, et qu'on livre des produits suisses authentiques, on vendra peut-être un peu moins de montres, mais les emplois resteront chez nous. Si nous nous trompons, nous pourrions détruire des siècles d'une industrie florissante en 5 ans.» ●

«Vous êtes-vous rendu à la Plage des Six-Pompes? Y avez-vous entendu parler du Haut et du Bas? Moi, jamais.»

ALAIN MARIETTA ADMINISTRATEUR DÉLÉGUÉ DE METALEM